



## Tendances conjoncturelles

1<sup>er</sup> trimestre 2014

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

#### Nette dégradation du climat des affaires

Conformément aux prévisions pessimistes formulées par les chefs d'entreprise à la fin de l'année 2013, le climat des affaires enregistre une nette dégradation au premier trimestre 2014. Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) diminue de 7,9 points pour s'établir désormais en dessous de sa moyenne de longue période (-6,5 points). Les réalisations du premier trimestre pèsent défavorablement sur l'opinion des chefs d'entreprise tandis que les prévisions pour le deuxième trimestre, notamment en matière d'activité, atténuent légèrement cette évolution.

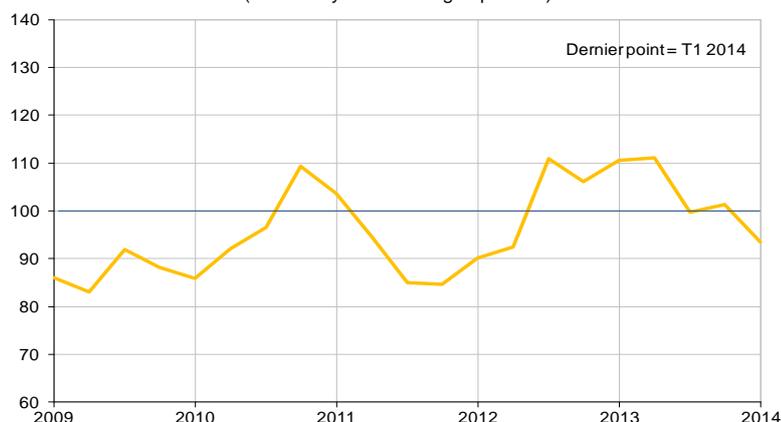
Suite aux changements institutionnels (accès au statut européen de région ultrapériphérique) et fiscal (mise en place de la fiscalité de droit commun) intervenus

au début de l'année 2014, les entreprises rencontrent des difficultés pour s'adapter aux nouvelles règles économiques qui réduisent leur visibilité sur le court terme. Ainsi, elles soulignent un ralentissement de l'activité et une chute des prévisions d'investissement qui restent malgré tout bien orientées.

Dans un contexte de hausse modérée des prix, la consommation des ménages poursuit son redressement entamé en 2013. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi augmente de nouveau après une baisse constante en 2013 due entre autres à un défaut d'actualisation des dossiers. Les importations progressent, portées par la hausse des achats de produits courants et de biens intermédiaires, tandis que les exportations diminuent sensiblement.

Les chefs d'entreprise font globalement état d'une activité détériorée, notamment dans le BTP et dans le secteur des services qui observe une nouvelle diminution de son courant d'affaires après celle subie en fin d'année 2013. Le commerce enregistre une activité toujours faible mais bénéficie d'une amélioration entamée depuis le troisième trimestre 2013. Les chefs d'entreprise restent prudents en raison d'un manque de visibilité sur les mois à venir, mais espèrent toutefois une reprise de leur activité à partir du deuxième trimestre 2014.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

#### RALENTISSEMENT DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE OCÉAN INDIEN

L'économie **sud africaine** se contracte au premier trimestre 2014, pour la première fois depuis la crise de 2009. Le Produit intérieur brut (PIB) recule de 0,6 % (CVS) contre +3,8 % au trimestre précédent. Cette baisse s'explique par les importantes grèves qui perturbent l'activité de l'industrie minière, dont la production a chuté de 24,7 %.

Aux **Seychelles**, l'activité touristique est mal orientée au premier trimestre 2014, avec une baisse de 2,7 % du nombre de touristes en glissement annuel, notamment des touristes européens (-7,4 %). Par ailleurs, les exportations de produits de la pêche chutent de 23,6 %.

À **Madagascar**, l'activité économique bénéficie du retour de la stabilité politique. L'encours des crédits à long terme octroyés au secteur privé progresse de 1,1 % à fin mars. Le nombre de créations d'entreprise repart à la hausse au premier trimestre 2014, après avoir été orienté à la baisse toute l'année 2013. La fréquentation touristique se redresse légèrement, après une mauvaise année 2013 liée à un contexte d'insécurité.

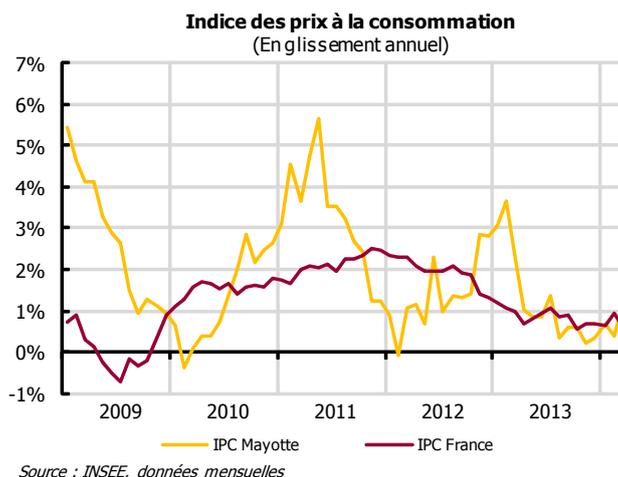
Aux **Comores**, l'encours de crédit au secteur privé augmente de 1,6 % à fin mars 2014 par rapport à fin décembre 2013, faisant suite à une baisse au cours des deux trimestres précédents.

La croissance de l'économie **mauricienne** ralentit au quatrième trimestre 2013, avec une hausse de 0,3 % contre +1,0 % le trimestre précédent. La consommation finale continue néanmoins de soutenir la croissance mauricienne. L'investissement se redresse, après plusieurs trimestres de contraction. Cette progression s'explique par la forte hausse des investissements en biens d'équipement liée, en particulier, à l'acquisition de cinq bateaux de pêche.

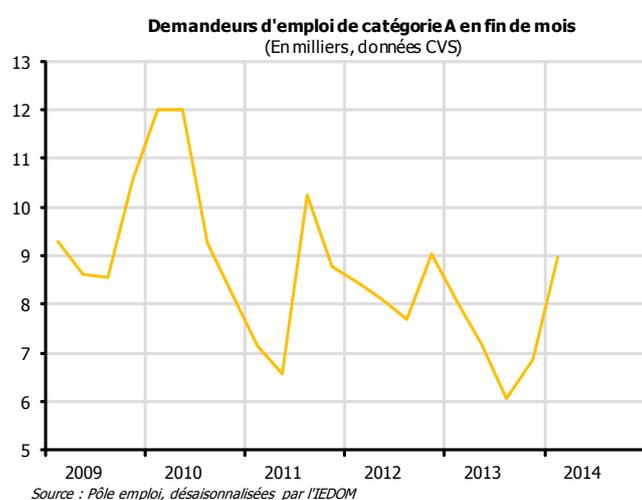
## Hausse des prix à la consommation

Après avoir enregistré une hausse de 0,3 % au trimestre précédent, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente à nouveau (+0,5 %). Cette progression des prix est essentiellement entretenue par l'alimentation (+1,3 %) et les services (+0,6 %). Les prix de l'énergie et des produits manufacturés sont en recul de, respectivement, 1,0 % et 0,6 %.

Sur un an, l'IPC progresse de 1,2 % sous l'effet de la hausse des prix des services (+2,8 %) et des produits alimentaires (+2,2 %). Les prix de l'énergie (-2,3 %) et des produits manufacturés (-1,3 %) s'inscrivent en revanche en diminution.



## Hausse de la demande d'emploi



Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) enregistre une nouvelle hausse trimestrielle (+30,8 %, données CVS) pour s'établir à 8 962 personnes à fin mars 2014. Si les femmes représentent la majorité des demandeurs d'emploi, ce sont les hommes qui voient leur nombre progresser le plus rapidement. De même, la catégorie des demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans est la plus importante, mais elle progresse moins vite que celle des moins de 25 ans.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) enregistre également une augmentation (+11,2 %, CVS). Cette progression est alimentée par la hausse du nombre de jeunes (moins de 25 ans) et, en particulier, des hommes, qui recherchent une activité salariale.

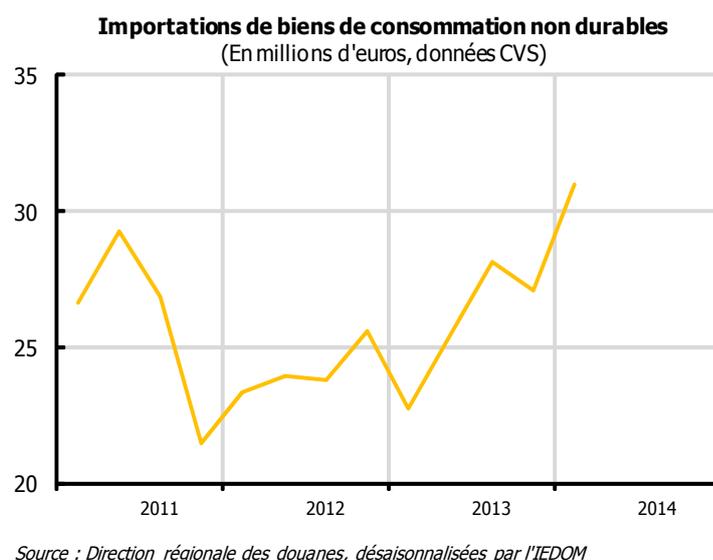
Au quatrième trimestre 2013 (dernières données disponibles), les offres d'emploi s'élèvent à 557, soit une augmentation de 44,7 % sur le trimestre et de 20,3 % sur un an.

## Renforcement de la consommation des ménages

La consommation des ménages continue d'enregistrer des signes encourageants de redressement. Après plusieurs trimestres hésitants, les importations de produits courants (biens alimentaires, textiles, etc.) augmentent de 14,3 % au premier trimestre (+36,3 % sur un an, données CVS) pour atteindre 31,0 millions d'euros, soit un niveau encore jamais atteint sur le territoire au cours des trois derniers exercices. Les importations de biens d'équipement du foyer enregistrent en revanche une diminution de 6,3 % (CVS) sur le trimestre. Toutefois, elles restent à un niveau (3,8 millions d'euros) relativement élevé par rapport à l'ensemble de l'année 2013 (+13,5 % au cours des douze derniers mois).

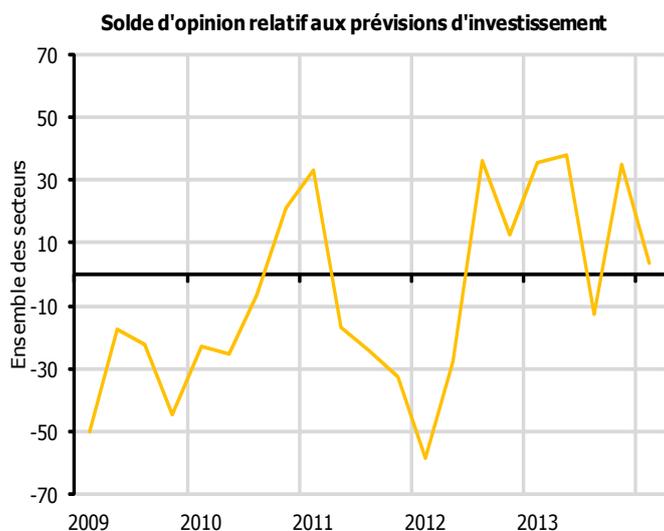
Les encours de crédit à la consommation sont stables ce trimestre, après avoir atteint un niveau record au dernier trimestre 2013 (116,8 millions d'euros). En outre, les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent pour le deuxième trimestre consécutif : le nombre de personnes physiques interdites bancaires diminue de 3,4 % et les retraits de cartes bancaires de 11,0 %.

Le renforcement de la consommation des ménages pourrait se poursuivre au trimestre prochain puisque les commerçants prévoient une orientation favorable de leur courant d'affaires.



## Maintien des investissements

Après l'amélioration constatée au second semestre 2013, les investissements se maintiennent au premier trimestre 2014.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Les importations de biens d'équipements professionnels sont stables tandis que celles de biens intermédiaires augmentent de 18,9 % (CVS).

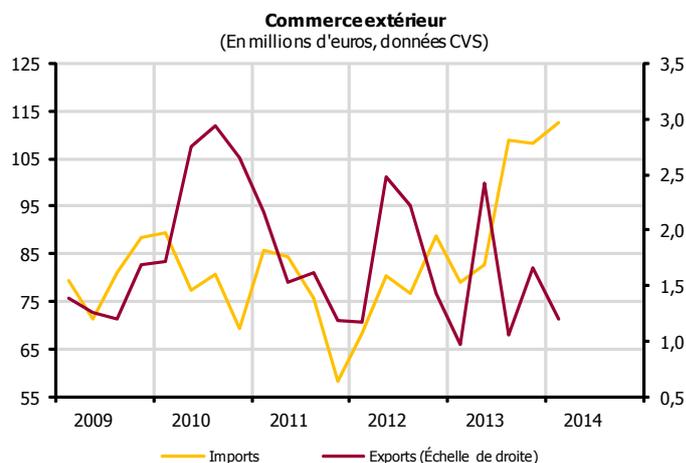
La croissance des encours de crédit d'investissement aux entreprises et à l'habitat ralentit (respectivement, +0,7 % et +0,3 %) par rapport au trimestre précédent (+5,5 % et +12,6 %) mais ces derniers s'établissent à des niveaux jamais atteints auparavant, respectivement, 261,0 millions d'euros et 60,9 millions d'euros.

Les intentions d'investir des chefs d'entreprise sont cependant moins bien orientées pour les prochains mois. La persistance des incertitudes relatives aux modalités de mise en œuvre des changements institutionnels et économiques en cours sur le territoire pourrait altérer le dynamisme des investissements réalisés par les sociétés mahoraises.

## Hausse des importations

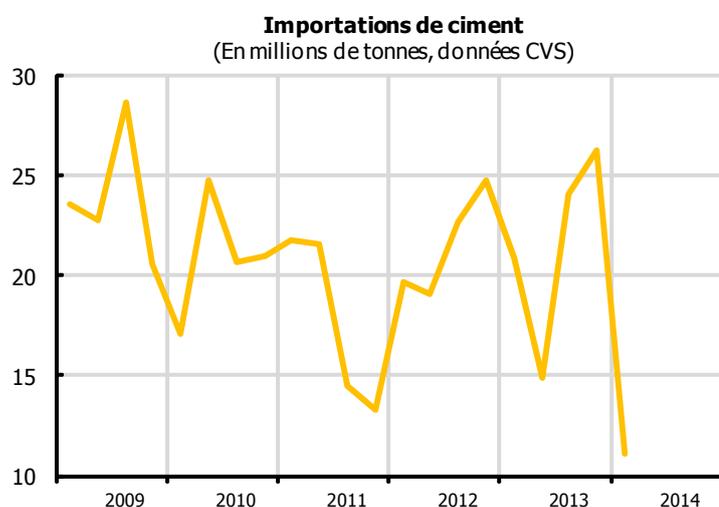
Les importations mahoraises sont en hausse de 5,9 % (CVS), après le léger repli du dernier trimestre 2013, et s'élèvent à 112,7 millions d'euros (CVS). Cette progression s'explique par le renforcement de la consommation des ménages et le maintien des investissements et, en particulier, par l'augmentation des importations de produits courants (+14,3 %) et de biens intermédiaires (+18,9 %).

En revanche, les exportations, toujours très faibles et irrégulières, enregistrent un repli de 28,9 % pour atteindre 1,2 million d'euros.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

## UNE ACTIVITÉ DÉTÉRIORÉE DANS LA MAJORITÉ DES SECTEURS



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

L'activité du premier trimestre, conformément aux prévisions des chefs d'entreprise, est détériorée dans la majorité des secteurs, hormis dans le commerce qui enregistre une amélioration de son courant d'affaires.

La situation continue de s'étioler dans le secteur primaire, autant dans **le secteur aquacole** que dans celui de **l'ylang-ylang**. Les exportations de poissons et de produits issus de l'ylang-ylang, nulles au dernier trimestre, n'ont toujours pas repris. Dans les deux cas, des difficultés d'organisation et de structuration des filières, plus profondes pour la production d'ylang-ylang, freinent le développement et la progression de l'activité.

Dans le **secteur du BTP**, les chefs d'entreprise notent un net ralentissement de l'activité dû, en grande partie, à une baisse de la commande publique qui s'accompagne d'un allongement des délais de paiement et se traduit par une dégradation du niveau des trésoreries. En outre, depuis l'année dernière, le secteur souffre aussi de difficultés liées à l'approvisionnement de ciment sur l'île. Les importations de

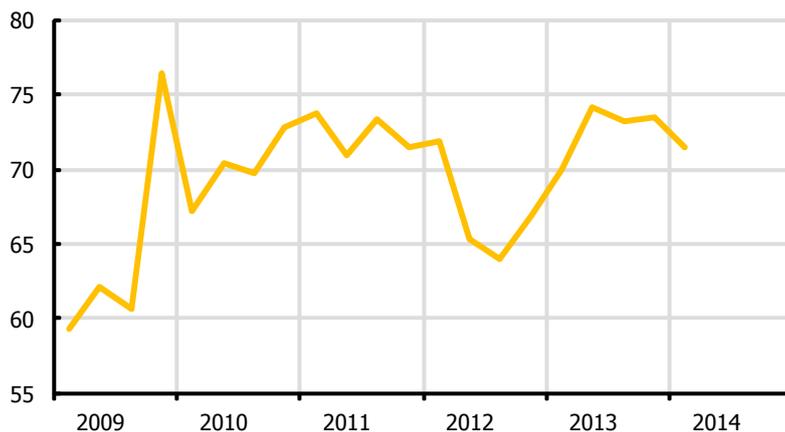
ciment ont ainsi chuté de 56,3 % (CVS). Toutefois, les acteurs du secteur prévoient une amélioration de l'activité au trimestre prochain.

L'activité des entreprises du **commerce** demeure encore faible, mais s'améliore à chaque trimestre depuis le deuxième semestre 2013. Le secteur bénéficie du redressement de la consommation des ménages et les commerçants prévoient une activité encore mieux orientée au deuxième trimestre.

L'activité dans le secteur des **services marchands** s'inscrit dans le prolongement du dernier trimestre et continue de se dégrader, tout comme les intentions d'investir et les effectifs qui reculent. Les prévisions restent tout de même bien orientées. Les chefs d'entreprise du secteur anticipent un arrêt de la dégradation de leur activité.

Le nombre de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi enregistre une baisse ce trimestre (-2,7 %, CVS) alors que le nombre de vols augmente de 9,0 % (CVS). L'**activité touristique** demeure faible malgré les efforts des professionnels du tourisme pour développer et valoriser la filière sur l'île.

**Trafic de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi**  
(En milliers de passagers, données CVS)



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisées par l'IEDOM

### ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE QUI S'INSTALLE

La croissance mondiale s'est amplifiée au cours du deuxième semestre 2013 et devrait continuer sur sa lancée en 2014-2015 selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) publiées en avril 2014, qui confirment globalement les prévisions précédentes. L'accélération du deuxième semestre vient principalement des pays développés et notamment de la composante « accumulation de stocks » tandis que la croissance dans les pays émergents ne s'est accélérée que modestement. Après +3,0% en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,6 % en 2014 selon le FMI.

Toujours selon le FMI, la reprise profiterait notamment de l'impulsion donnée par l'économie américaine, dont l'activité aurait progressé de 3,2 % au deuxième semestre 2013, du fait de la vigueur des exportations et des augmentations de stocks. En dépit d'un certain ralentissement au début de 2014 (le PIB des États-Unis est resté stable au premier trimestre de 2014 par rapport au trimestre précédent), les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré, d'une politique monétaire accommodante, du redressement du secteur immobilier et de l'assouplissement des normes d'octroi des prêts bancaires.

La zone euro bénéficie d'un retour de la croissance, le PIB ayant augmenté de 0,2 % au cours du premier trimestre 2014 et de 0,9 % en glissement annuel. On observe en particulier un redressement de la demande intérieure en Allemagne. Selon le FMI, le net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire devrait contribuer à l'accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone euro, pouvant atteindre en moyenne 1,2 % en 2014.

En 2013, la croissance de l'économie française est restée faible à 0,3 % comme en 2012. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 %, après avoir baissé de 0,5 % en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009. La progression des exportations est un peu supérieure à celle des importations, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Au premier trimestre de 2014, l'économie française a enregistré une croissance nulle sous l'effet d'un recul de la demande intérieure.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement, soutenue par la progression des exportations, s'est accélérée légèrement au deuxième semestre de 2013 et atteindrait 4,7 % sur l'ensemble de l'année et 4,9 % en 2014. Sous réserve de la conduite d'une stratégie de freinage de la croissance rapide du crédit et d'une avancée satisfaisante du programme de réformes, la croissance chinoise se situerait quant à elle aux alentours de 7,5 % en 2014-2015.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

À compter du premier trimestre 2014, la nomenclature *Main industrial groupings* (MIG ou Principaux regroupements industriels) sert de base pour le regroupement des données du commerce extérieur. La MIG, définie par Eurostat, crée cinq rubriques : les biens intermédiaires, l'énergie, les biens d'investissement, les biens de consommation durables et les biens de consommation non durables.

**Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

**Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : juin 2014 – Dépôt légal : juin 2014 – ISSN 1952-9619